INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 5 juillet 2022**

* Les marchés actions européens ont terminé en net repli, pénalisés par la crainte de la récession. Le CAC 40 a cédé 2,68% à 5 794,96 points après avoir atteint 5 794,19 points, son plus bas depuis début mars et le début de la guerre en Ukraine. L'Euro Stoxx 50 a perdu 2,76% à 3 357,22 points. Un pessimisme partagé à Wall Street, fermé hier en raison de la fête nationale. Vers 17h30, le Dow Jones abandonne plus de 2% et le Nasdaq, 1%.
* La séance avait pourtant débuté, timidement, dans le vert. Mais les places du Vieux Continent ont rapidement basculé dans le rouge avec la publication des résultats définitifs des enquêtes d'activité auprès des directeurs d'achat en zone euro.
* Ils confirment le net ralentissement de l'activité du secteur privé en juin lié à l'inflation qui érode le pouvoir d'achat des consommateurs.
* L'indice PMI composite est ressorti à 52 en juin, son plus bas niveau depuis 16 mois, contre 54,8 en mai.
* " Le fort ralentissement de la croissance de l'activité observé en juin dans la zone euro augmente le risque d'une contraction de l'économie de la région au troisième trimestre ", a déclaré Chris Williamson, économiste en chef chez S&P Global, en charge des enquêtes.
* Cette mauvaise nouvelle, pourtant attendu, a ravivé l'aversion au risque des investisseurs qui redoutent que la volonté affichée de la Fed et la BCE à juguler l'inflation " quoiqu'il en coûte ", ne provoque à court terme la récession.
* Preuve de l'inquiétude ambiante, les cours des matières premières, pourtant les seuls actifs à tirer jusque-là leur épingle du jeu, sont dans la tourmente.
* Le baril de Brent décroche ce soir de 5,5% à 107,4 dollars. Le prix du cuivre, lui, flanche de 4,3% à 7 663 dollars la tonne.
* Cette course aux valeurs refuges bénéfice aux emprunts des États jugés les plus sûrs (le rendement du Bund allemand, qui évolue à l'inverse de son prix, perd plus de 11 points de base à 1,222%) mais pénalise l'euro. La monnaie unique recule de 1,7% à 1,0247 dollar, un niveau inédit depuis… Décembre 2002 !
* Dure journée pour l'euro, qui perd 1,8% à 1,0241 dollar, un niveau inconnu depuis décembre 2002. La devise européenne est affaiblie par la dégradation des perspectives économiques de la zone euro. En version définitive, l'indice des directeurs d’achat composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti au mois de juin à 52 pour la zone euro contre une estimation flash de 51,9 après 54,8 en mai, a indiqué S&P Global.

" L'indice PMI du mois de juin affiche un niveau conforme à une hausse trimestrielle du PIB de seulement 0,2 %, les indicateurs prospectifs de l'enquête, tels que les indices des nouvelles commandes et des perspectives d'activité, s'orientant en outre à la baisse et présageant ainsi un recul de l'activité dans les mois à venir " a prévenu Chris Williamson, Chief Business Economist à S&P Global Market Intelligence.

Cette perspective dégradée a entrainé une révision à la baisse des anticipations de hausse des taux de la Banque centrale européenne. Le marché intègre désormais un resserrement de sa politique monétaire de 140 points de base cette année, contre plus de 190 points de base, il y a environ 3 semaines, indique Bloomberg.

La conjoncture est en outre menacée par la nouvelle flambée des cours du gaz en Europe. " Le principal risque pesant sur l'activité économique à court terme est devenu plus important hier avec une nouvelle forte hausse des prix du gaz naturel au Royaume-Uni et sur le continent ", expliquait MUFG ce matin. Après avoir déjà bondi de 11,5% hier en raison d'une grève en Norvège, le TTF néerlandais, référence du marché du gaz naturel européen, a frôlé ce matin les 176 euros le mégawattheure (MWh).

* Ce mois de juin a été très difficile pour l’ensemble des matières premières, résume Laurent Maurel, analyste métaux précieux et minières chez GoldBroker. Les investisseurs anticipent désormais une récession certaine, autant en Europe qu’aux États-Unis. Ils ont ouvert massivement des positions vendeuses sur l’ensemble du secteur des matières premières, faisant ainsi le pari que la chute de la demande aura plus d’impact sur les prix que la situation toujours aussi tendue au niveau de l’offre physique, observe l'expert.

C'est particulièrement vrai pour l'argent physique : depuis le "Silver Short Squeeze" d'il y a un an et demi, les stocks disponibles à la livraison sur le Comex ont fondu de plus de 55%. Environ 5% du stock du Comex disparaît chaque mois. À ce rythme, il n'y aura plus d'argent physique dans les coffres du Comex dans à peine un peu plus d'un an.

Cette fois-ci, souligne Laurent Maurel, il va falloir beaucoup de créativité pour obtenir ces onces de métal physique. À moins de 20 dollars l'once, pratiquement plus aucune mine n'est rentable avec l'extraction d'argent.

La chute impressionnante des cours des minières argentifères l'annonce : la production d'argent risque de décroître encore plus fortement au cours des prochains trimestres, prévient Laurent Maurel.

* L’inflation dans la zone OCDE, mesurée par l’indice des prix à la consommation (IPC), a augmenté pour atteindre 9,6% en glissement annuel en mai 2022, après 9,2% en avril 2022, en raison principalement de la hausse des prix de l’alimentation et de l’énergie. Il s’agit de la plus forte hausse des prix depuis août 1988.
* La production industrielle est restée stable en France en mai après avoir reculé de 0,3% en avril, a indiqué l’Insee. Ce dernier chiffre a été révisé de -0,1%. Les économistes interrogés par Reuters tablaient sur une progression de 0,2%. La production a augmenté de nouveau dans les matériels de transport (+1,8 % après +5,3 %), soutenue par une progression marquée dans l’industrie automobile (+15,3 % après +3,8 %). À l'opposé, elle s’est repliée dans les industries extractives, énergie, eau (−4,6 % après +0,8 %) et a baissé de nouveau dans les industries agroalimentaires (−0,8 % après −1,6 %).

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, Pernod Ricard a signé la plus forte hausse du CAC 40 (+0,86%) à la faveur de leur statut défensif.
* A l'opposé, TotalEnergies a plongé de 6,4% dans le sillage du pétrole.
* L’introduction en Bourse de Deezer s'est soldée par un couac. L’action de la plateforme française de streaming musical a chuté de plus de 29% à 6 euros après avoir perdu jusqu’à 35%. Deezer avait tenté d'entrer en bourse en 2015 avant d'y renoncer du fait des conditions du marché. Cette opération intervient dans un climat boursier morose sur fond de hausse des taux longs et de dégradation des perspectives économiques. Les valeurs ayant le profil de Deezer, société technologique n'ayant jamais généré de profit, ont particulièrement souffert.
* Le groupe Canal + a annoncé l'acquisition de Zacu Entertainment, un poids lourd dans la production et la distribution de contenus au Rwanda. Cette acquisition du studio rwandais permet au groupe Canal + d'asseoir significativement ses activités audiovisuelles dans ce pays où il est présent depuis 10 ans avec une filiale Canal + Rwanda. Cette dernière bénéficie désormais d'une large offre de contenus de plus de 500 heures de nouveaux films et séries, le tout en kinyarmanda.

Le groupe audiovisuel détenu à 100 % par Vivendi est déjà étroitement lié avec deux autres sociétés de production sur le continent africain (Plan A en Côte d'Ivoire et Rok Studios au Nigéria).

* Elis a finalisé l'acquisition d'un groupe privé centenaire, acteur leader sur le marché mexicain. A la suite de l'annonce faite le 9 mars 2022, l'autorité de la concurrence mexicaine a approuvé la transaction et l'acquisition sera consolidée à partir du 1er juillet 2022. Le groupe racheté fournit principalement du linge plat et des vêtements de travail à des clients sur le marché de la Santé. Il dispose de 11 sites de production, 12 centres de distribution ainsi qu'un atelier de confection. Il emploie plus de 2 600 personnes.

Son chiffre d'affaires 2021 était d'environ 85 millions d'euros avec une marge d'Ebitda d'environ 38% et une marge d'Ebit d'environ 18%. L'activité est en forte croissance organique, portée par un marché mexicain en développement accéléré, et le groupe devrait générer en une croissance organique annuelle proche de 10% dans les prochaines années.

Avec cette acquisition, Elis poursuit son développement en Amérique latine, une zone géographique dans laquelle le groupe enregistre une forte croissance organique.

* Green Mobility Holding S.A., le véhicule d'acquisition que le consortium composé de Volkswagen, Attestor et Pon Holdings avait créé pour reprendre le loueur de véhicules automobiles Europcar Mobility Group, a annoncé aujourd'hui avoir demandé la mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire portant sur les actions de la société au prix de 0,51 euro par action ainsi que sur la radiation des actions. Le règlement-livraison de l'offre réouverte aura lieu le 11 juillet et le retrait obligatoire interviendra le 13 juillet.

Celui-ci portera sur 320 139 678 titres, soit 6,38% du capital et au plus 6,40% des droits de vote.

Green Mobility Group détient 93,62% du capital social et au moins 93,60% des droits de vote de la société. Les actionnaires ayant déjà apporté leurs actions à l'offre recevront un complément de prix de 0,01 euro par action.

* Rémy Cointreau a gagné plus de 4% à 174,40 euros soutenu par Jefferies et Stifel. A une dizaine de jours de la publication des ventes du premier trimestre 2022/2023 (avril-juin), trois brokers se positionnent aujourd'hui sur le numéro deux français des vins et spiritueux et deux sont enthousiastes. Jefferies a relevé sa recommandation sur le fabricant de cognac de Conserver à Achat et revu à la hausse son objectif de cours de 195 à 200 euros.

Le groupe est, selon le broker, l'un des dossiers de croissance les plus attractifs au sein du secteur des boissons en Europe en raison des barrières à l'entrée élevées et aux tendances à la "premiumisation". Avec 90% des profits dégagés dans l'alcool brun, la société est bien positionnée pour faire face aux pressions inflationnistes auxquelles sont confrontés les produits de base, estime le bureau d'études.

Enfin, selon le courtier, la réouverture de la Chine constituera un élan qui devrait compenser le ralentissement potentiel de la croissance dans les autres régions du monde l'an prochain.

**ANALYSES**

* Avant le début d'une pièce de théâtre, un roulement de coups frappés par un bâton capte l'attention des spectateurs. Puis trois coups distincts, qui servaient autrefois à coordonner les machinistes, précèdent le lever de rideau. Aujourd'hui, il se passe la même chose en économie. Et la pièce pourrait s'appeler « La Récession ».

Au début de l'année, cette perspective paraissait farfelue. Mais de nombreux coups ont été frappés sur la scène internationale. Guerre en Ukraine, villes fermées en Chine pour cause de Covid, fortes tensions avec la Russie qui était le premier exportateur mondial de pétrole et de blé, problèmes persistants sur les chaînes d'approvisionnement, flambée des prix, hausse des taux d'intérêt, craquements financiers…

Les signes de ralentissement de l’activité se multiplient. Les acteurs de la finance ont changé discours et arbitrages. Le président de la banque centrale des Etats-Unis, Jerome Powell, n'a certes pas été jusqu'à parler de « récession », ce qui eût constitué une sorte de cataclysme. Mais quand il a été interrogé au Sénat sur le mot, il a admis que c'était « certainement une possibilité ». Les investisseurs s’inquiètent d'une chute prochaine de l'activité.

Dans leur style inimitable, les économistes de la banque japonaise Nomura ont choisi de titrer une note « Construire une récession américaine dans nos prévisions ». Ceux de l'agence de notation Fitch estiment que « le risque d'une récession dans la zone euro monte alors que se profile le rationnement du gaz ».

Des prévisionnistes abaissent aussi leurs chiffres. On trouve maintenant des prévisions de croissance en 2023 à moins de 1 % pour la France. Les experts de l'assureur Allianz ont publié un scénario « adverse » où sa production… reculerait de 2,5 %, revenant à son niveau de 2018.

Les prévisions de croissance d'Allianzsource : « Running up the hill, Economic and market outlook », Allianz, 27 juin 2022

Les conjoncturistes qui se livrent à ce genre d'exercice précisent le plus souvent que la probabilité du scénario sombre est faible. Ceux d'Allianz l'évaluent à… 40 %. Près d'une chance sur deux !

Pareille rechute de l'activité est atypique. En France, il s'est écoulé en moyenne plus de dix ans entre deux récessions, selon le Comité de datation des cycles de l’AFSE (Association française de science économique) portant sur un demi-siècle. Cette fois-ci, le prochain creux pourrait venir à peine trois ans après celui du printemps 2020.

Ce qui donne une indication sur le mécanisme à l'oeuvre. Le creux de 2020, provoqué par l'épidémie et les mesures prises pour la contenir, avait été profond (production en chute d'un tiers en quelques jours, selon l'Insee). Le rebond, lui, a été très vigoureux. Tellement qu'il a provoqué des tensions majeures sur de nombreux marchés - fret maritime, puces, métaux, travail. L'invasion de l'Ukraine a rendu nombre d'entre elles insoutenables.

Il faut maintenant en payer le prix. L'économie se comporte comme une voiture partie dans le décor après un coup de frein brutal provoqué par un obstacle imprévu, et où le conducteur tente de rétablir la trajectoire en donnant de violents coups de volant d'un côté puis de l'autre.

Le mouvement actuel, qui pourrait nous amener à la récession, est scandé par trois temps forts, trois coups de bâton qui annoncent la suite. Le premier coup est la très forte poussée des prix - près de 7% en France sur un an, 8 % en Allemagne, 9 % aux Etats-Unis, 10% en Espagne. Cette poussée ampute brutalement et massivement le pouvoir d’achat.

Les consommateurs ont certes mis beaucoup d'argent de côté pendant les confinements. Mais ce sont surtout les foyers les plus aisés qui ont épargné. Les autres ont des réserves limitées - quand ils n'ont pas emprunté.

Les Etats tentent certes d'amortir le choc. Les autorités ont été très créatives en la matière - chèques, indemnités, plafonds, allocations, etc. Mais ça ne suffit pas.

La balle est maintenant dans le camp des entreprises. L'idéal serait qu'elles augmentent les salaires pour compenser l'inflation autant que possible, sans compromettre leur capacité d'investir - ce qui signifie des hausses différenciées d'une firme à l'autre.

La tentation sera de peu toucher aux salaires, qui perdraient alors beaucoup en pouvoir d'achat. Au risque de réduire la consommation, et donc la demande, et donc la croissance. Ou de déclencher un mouvement social qui emmènerait les salaires bien au-delà, mettant à mal la santé financière des entreprises et la compétitivité du pays. Mesdames et messieurs les chefs d'entreprise, faites vos jeux.

Le deuxième coup de bâton viendra de l’immobilier et du bâtiment. Avec la hausse des taux d'intérêt, le pouvoir d'achat des acquéreurs baisse alors que les prix montent pour cause de flambée des prix des matériaux - et de nouvelles normes en France. Cet effet ciseau risque d'être dévastateur. Et la sous-indexation des loyers va décourager l'investissement locatif. Au total, toute l'industrie du bâtiment risque d'être à la peine.

Le troisième coup de bâton, lui, touchera surtout l'Europe. Et viendra non pas de la demande mais de l'offre. Il paraît de plus en plus vraisemblable que la Russie va fermer complètement le robinet du gaz destiné à l'Europe. Cette hypothèse inquiète beaucoup, car ce gaz est très difficile à remplacer. Et le rationnement portera d'abord sur les entreprises, contraintes alors de moins produire.

Mais peut-être que le rideau se lèvera finalement sur une autre pièce, comme « Freinage en douceur » ou « Résistance inattendue ». Au théâtre de l'économie, on est souvent surpris.

**L’AGENDA DU 6 juillet 2022**

**8h00 en Allemagne**  
Commandes à l'industrie en mai

**11h00 en zone euro**  
Ventes au détail en mai

**15h45 aux Etats-Unis**  
Indices des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en juin

**16h00 aux Etats-Unis**  
Indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en juin

**16h00 aux Etats-Unis**  
Commandes à l'industrie en mai